



le 09 septembre 2012

## **L'agenda social oublié par le président**

Tout en prenant acte de l'impatience des Français qui après 10 ans de droite au pouvoir attendent une action gouvernementale à la hauteur des urgences et attentes sociales, le président de la République a fait un discours de la méthode qui au risque de se répéter sera très vite inopérant.

L'agenda qui fixe à deux ans "le rythme du redressement du pays" avant d'envisager "la construction d'une société de solidarités" semble remettre à plus tard le changement annoncé et surtout oublie complètement le changement social qui est bien à l'ordre du jour.

Ainsi, alors que c'est aujourd'hui qu'il faut un moratoire sur les plans de licenciements boursiers, et que les salariés menacés doivent sentir que le pouvoir est dans leur camp, ceux de PSA apprennent qu'ils seront "accompagnés" par l'État dans les plans de reconversion.

Au surplus, son silence absolu sur le Traité européen soumis à ratification alors qu'il n'a pas été renégocié d'une virgule est très préoccupant. Les Français ont droit à ce débat, ils ont le droit de décider.

L'austérité des comptes publics n'est pas la solution, elle est le problème. Et ce sont bien des ressources nouvelles qu'il faut dégager, à commencer par récupérer celles accaparées par les marchés.

Le PCF et le Front de gauche sont disponibles pour un tournant politique, celui de la justice sociale et de la relance économique et écologique.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF